

# PATRIMOINE INDUSTRIEL

Bulletin périodique de l'A.S.B.L.  
«PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE-BRUXELLES»



*Inauguration de l'exposition «De la Basse-Meuse à la Sambre : Patrimoine Industriel», (Visé, le 20-9-85), en présence notamment de M. Paul BOLLAND, député permanent de la Province de Liège, de Mme CAHAY, bourgmestre de Visé, des dirigeants de la «Société Archéo-Historique de Visé et de sa région» et du président de «Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles».*

## LES ACTIVITES DE NOS MEMBRES

*Nous poursuivons ici la rubrique entamée dans le bulletin n°1 relative aux activités de nos membres dans le domaine de l'archéologie industrielle.*

### L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE DANS LA REGION DE HUY

La richesse de son passé industriel a laissé dans la cité du *bassinia* des réminiscences parfois empreintes de merveilleux. Monétaires, marchands voyageurs, batteurs, orfèvres, drapiers, papineurs, maîtres de forge, usiniers de tous genres ont, aux temps médiévaux et modernes, fait l'histoire locale quotidienne que punctuaient de façon plus voyante les faits politiques, militaires ou religieux. Dès le XVe siècle, la vallée du Hoyoux, rivière torrentueuse dont le confluent avec la Meuse avait donné naissance à la ville, constitue un site privilégié pour la sidérurgie et la papeterie. Malmenée par les guerres au cours desquelles, avec son pont sur le fleuve et son château-fort, elle est un lieu stratégique disputé, Huy perd cependant une bonne part de sa prospérité et de son dynamisme, au point qu'elle ne se convertit à la révolution industrielle que vers 1835-1850. A cette époque, l'essor du capitalisme et l'attrait de gisements houillers et métalliques provoquent le développement d'une industrie extractive et transformatrice implantée surtout le long de la rive septentrionale de la Meuse, sur une profondeur de quelques kilomètres, ainsi que, au sud, à Ben-Ahin et à Bois-Borsu et Clavier. Quelques grandes entreprises grandissent ainsi : celles des mines de fer de Couthuin, la société de Corphalie à Antheit (longtemps appelée "l'Austro-Belge"), la société de Laminne à Ampsin, le siège de la Vieille Montagne à Flône... Le regain économique frappant qui caractérise le demi siècle antérieur à la guerre de 1914-1918 est plutôt un phénomène induit de l'évolution générale en Belgique et en Europe occidentale. La ville connaît l'essor d'une riche bourgeoisie (majoritairement libérale en politique) et elle héberge encore, entre les restes de ses murailles et dans le fouillis de son tissu urbain, des meuneries, des fonderies, des ateliers de construction mécanique... mais la région entière vit en marge du bassin industriel liégeois; la fortune des millionnaires locaux est liée à un réseau d'affaires plus général.

Les guerres mondiales, les grandes crises économiques, les mutations structurelles ont gravement marqué de leurs coups la région hutoise. Maintenant, elles appartiennent à un monde révolu, ces activités unies en une symbiose pittoresque et complexe : les rurales comme la viticulture et les industrielles comme la métallurgie, les traditionnelles comme la briqueterie ou les usines hydrauliques et les nouvelles comme la sucrerie, la fabrication d'automobiles, la production de gaz d'éclairage ou d'électricité (du moins d'électricité par des moyens non encore nucléaire). Sans remonter au baron Arnold de VILLE et à Renkin SUALEM, les créateurs de la machine de Marly qui alimentait en eau de la Seine les jardins du roi-soleil à Versailles, on peut citer des noms d'industriels et d'ingénieurs qui, avec l'ouvrier Zénobe GRAMME, inventeur de la dynamo industrielle, sont indissociables du passé hutois : DELLOYE, DAUTREBANDE, BASTIN, VANDENKIEBOOM, BODART, GODIN, MARTIN, THIRY, PREUD'HOMME, BRIXHE, DOR, SPRINGUEL, etc.

Cette énumération est incomplète et injuste. Elle ignore notamment les affairistes de second rang qui payaient de leur temps et risquaient leurs capitaux, les ouvriers qui tentaient de sortir du rang et d'accéder à la situation d'entrepreneurs, les commerçants et les artisans, les mineurs, les briquetiers itinérants, les carriers, les métallurgistes que menaçait parfois le saturnisme, et tous ces déclassés, les indigents dont la présence fut obsédante jusqu'à la fin du XIXe siècle. L'historiographie locale a longtemps privilégié l'art, au demeurant prestigieux, et les familles huppées dont le destin était imbriqué dans celui du terroir. La "nouvelle histoire" nous oriente vers d'autres thèmes et cela sûrement depuis feu Henri PIRENNE. Maintenant que les "quarante millionnaires hutois" de "la belle époque" sont plus présents sur les plaques de nos rues que dans la difficile actualité économique et sociale, à Huy comme ailleurs, l'archéologie industrielle rencontre plus que jadis les préoccupations de l'opinion publique.

Le XLIVe congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique, tenu à Huy en 1976, a été le premier de cette vénérable société, aujourd'hui plus que séculaire, à former une section d'archéologie industrielle. Dans la même foulée, le Cercle hutois des Sciences et Beaux-Arts se fit une nouvelle jeunesse à l'occasion de son centenaire en 1975 à l'instigation de l'échevin de la Culture de l'époque, José SMET, et il manifesta depuis un intérêt actif pour notre discipline : en mai 1977, il parraina une petite exposition que, grâce à la bienveillance du Professeur Jacques STIENNON, le colloque national d'archéologie industrielle hébergea au château de Colonster (Liège), et le Cercle tient à nous ouvrir ses colonnes dans chaque volume de ses *Annales*. Cet effort de sensibilisation et d'éveil est occasionnellement amplifié par le relai de la presse locale. La notion d'"archéologie industrielle" est ainsi devenue présente à beaucoup d'esprits et exerce une certaine influence.

L'érosion des vestiges industriels n'a pas cessé depuis de nombreuses années : des sites délabrés ont été assainis (Corphalie), l'urbanisme se modernise ("la grande percée" à Huy), l'habitat se renouvelle et de nombreuses petites maisons ouvrières ont disparu, l'extension des voies de communication bouleverse des sites (autoroute dans la vallée de Bende), des entreprises ferment (THIRY à Sainte-Catherine) et leurs bâtiments font l'objet de tentatives de réaffectation (comme, partiellement, au site GODIN à Fleury) ou tombent en ruine (râperie de Saint-Sauveur à Moha)... Toutes traces importantes n'ont pas été éliminées, mais celles qui subsistent sont de plus en plus rares, hétéroclites et dispersées, de telle sorte que leur mise en valeur *in situ* devient aléatoire. Dans un tel contexte, les initiatives positives sont d'autant plus louables. Les pouvoirs publics se soucient de promotion touristique, il y a des exemples d'associations (comme celle qui restaure l'ancienne abbaye de la Paix-Dieu à Jehay, avec son moulin hydraulique) ou de particuliers (comme certains meuniers) agissants et, de toute façon, il reste encore bien des choses intéressantes : la gare Saint-Hilaire à Huy, les cités FRAITEUR ou SPRINGUEL à Huy, DUFRESNOY ou Alfred LION à Marchin, les terres rouges produites par l'ancienne industrie de l'alun (notamment à Corphalie), les ruisseaux avec des moulins, des roues, des digues, biefs ou vannes. S'il est trop tard pour songer à convertir la vallée du Hoyoux en une espèce d'écomusée ou de grand parc pédagogique-touristique vivant, il est encore temps de valoriser la rivière à partir de l'étang du Pré à la Fontaine et en ville, où elle coule souvent à l'air libre.

Précisément, au lieu-dit la Mostée-Landrecy, la ville de Huy a commencé l'exécution d'un projet concernant des installations des anciens Ateliers de construction métallique, charpentes et chaudronnerie Georges HEINE, dont elle est propriétaire. Du personnel fourni par l'ONEM effectuée des travaux de réfection et d'aménagement des locaux. La roue hydraulique adjacente, une des dernières roues industrielles à avoir fonctionné dans la région puisqu'elle actionnait toujours un ventilateur en 1970, devrait être remise en état ultérieurement et pourrait desservir un groupe électrogène. L'intention est de sauver un témoin industriel, d'en faire un cadre culturel pourvu d'un mobilier évocateur et de le rentabiliser par un emploi utilitaire pour lequel des contacts sont en cours.

Claude-M. CHRISTOPHE

*Voir légendes des figures en page 18.*



Fig. 1

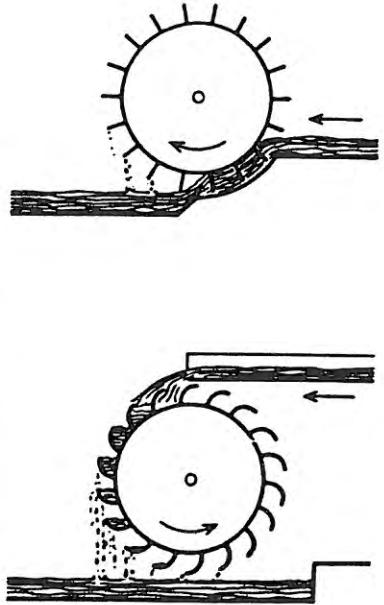


Fig. 2

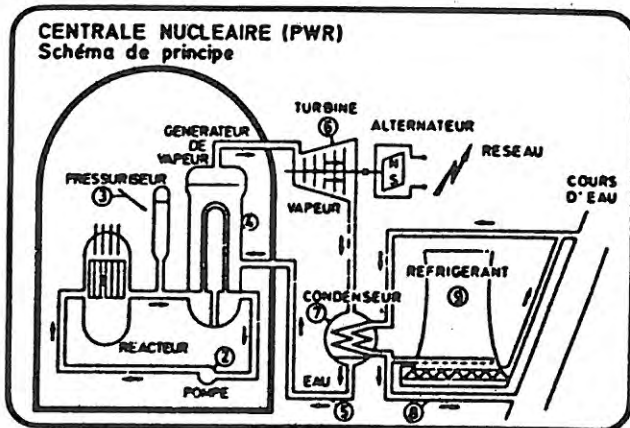


Fig. 2

## LE CENTRE D'HISTOIRE ET DE TECHNOLOGIE RURALES

Le Centre d'Histoire et de Technologie Rurales est une section du Centre de l'Environnement de l'Université Libre de Bruxelles à Treignes qui a pour but de développer un inventaire, une description et une analyse du monde rural dans tous ses aspects et dans une perspective d'Histoire globale. Il coordonne, dans une optique multidisciplinaire, la réflexion, les méthodes d'approche et de travail en matière d'histoire et de technologies rurales. Il développe, pour atteindre ses objectifs, un projet d'écomusée, associant trois stratégies complémentaires : la conservation du patrimoine industriel et culturel, une recherche active en sciences humaines, une action d'éducation et d'animation.

Depuis plusieurs années une recherche-action qui était menée au Centre de l'Environnement avait permis de rassembler une importante collection de témoins sur la vie rurale. Ce projet écomuséologique s'est concrétisé tout récemment par l'achat de la ferme-château de Treignes, bâtiment historique classé. Ce bâtiment est actuellement en voie de restauration et d'aménagement.

Cet écomusée a pour ambition d'évoquer les mutations que le monde rural a subies par le fait de la révolution industrielle : mécanisation de l'agriculture et transformations des métiers artisanaux. Il s'inscrit également dans un projet pédagogique d'initiation au monde rural, destiné au public et aux écoles, en mettant en oeuvre les moyens de diffusion appropriés : techniques audiovisuelles, publications.



Fig. 3

Centre d'animation, il organise des expositions dans les communautés villageoises sur des thèmes qui ont eu une importance économique et sociale particulière dans la localité : l'exploitation de l'ardoise, à Oignies en 1982, le marbre, à Philippeville (1983), ou qui ont trait à l'histoire ancienne : archéologie de la Vallée du Viroin, à Treignes (1980), des premiers métallurgistes aux derniers forgerons, à Bruxelles, (1982). En ce qui concerne l'histoire industrielle : Alfred Mélotte, constructeur et inventeur de charrues, fondateur d'industries, à Gembloux en 1984.

Centre de recherche, il utilise principalement les méthodes de l'histoire orale et de la mémoire collective. Les collections comportent actuellement des outils, des machines-outils et d'anciennes machines agricoles pour lesquelles des techniques de conservation appropriées ont été appliquées (protection du bois par des agents insecticides et fongicides, du métal par des procédés contre la corrosion). Elles sont complétées par des enregistrements sonores et une documentation iconographique ainsi que des archives d'usines.

L'écomusée possède actuellement les archives quasi complètes de la Centrale électrique de Treignes (1919-1960) ainsi qu'une partie des archives de la Tannerie Houben à Dourbes (1919-1981). Il rassemble toute documentation relative à la mécanisation des travaux agricoles et plus particulièrement la part prise par la Belgique dans ce processus (catalogues, archives diverses, témoignages, etc...).

Un effort particulier est actuellement consacré à Alfred Mélotte et l'entreprise "Charrues Mélotte" à Gembloux; une importante collection de documents a été reçue en don : photographies, catalogues, etc... Une enquête est actuellement menée chez les anciens ouvriers des usines à Gembloux et de la succursale de Givet (France). En collaboration avec le Centre Belge d'Histoire rurale, on met au point un projet de catalogue raisonné des collections de machines agricoles. Conservatoire du machinisme agricole, il doit pouvoir aussi mettre à la disposition des recherches sur le développement des régions défavorisées, des modèles de machines économes en énergie.

#### PUBLICATIONS :

*Alfred Mélotte, constructeur et inventeur de charrues*, 7 pages, 1983.

*La charrue de 1800 à 1950*, 16 pages, 1984.

*L'homme et son terroir. 1 : Le marbre dans la région de Philippeville*. 78 figures, 1 planche couleurs, 79 pages, 1983.

## BIBLIOGRAPHIE :

J-J VAN MOL : *Les documents du Centre d'Histoire et de technologie rurales de l'ULB à Treignes*. Colloque IASA - Bruxelles, 1982.

J-J VAN MOL : *Création d'un écomusée de la machinerie agricole à Treignes - Belgique*. Technologie, 1983 : 6(1) pp. 36-48.

## ADRESSE :

77, rue de la Gare, 6390 Treignes. Tél. 060/39.96.24

Jean-Jacques VAN MOL  
Professeur  
Directeur du Centre de  
l'Environnement - ULB TREIGNES

## L'ACTION DU VIEUX CHATELET EN MATIERE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLES DANS LA REGION DE CHARLEROI

Le Vieux Châtelet est né en 1958. En 27 ans d'existence, il a étendu son implantation géographique, d'abord aux deux nouvelles communes englobées dans l'entité par la fusion de 1977 (Bouffioulx et Châtelineau), ensuite aux territoires environnant Châtelet; a augmenté régulièrement le nombre de ses membres pour atteindre actuellement le chiffre de 600 qui, chaque année, échangent leur cotisation contre un annuaire illustré de plus de 100 pages; a récemment complété sa dénomination de "société d'histoire et de folklore" en s'adjoignant la qualité "archéologique" grâce à un groupe de fouilleurs jeunes et dynamiques.

Aujourd'hui, Le Vieux Châtelet est devenu la société d'histoire la plus importante et la plus active de la région de Charleroi. Cas encore unique au Pays Noir, elle gère une Maison de l'Histoire aménagée dans la demeure de la famille Paulus (maison natale du baron Pierre Paulus, le plus grand peintre du Pays Noir et où vécut par après un autre célèbre artiste châtelettain, lui aussi anobli, le baron Gustave Camus). Acheté par la ville, ce vaste bâtiment abrite un dépôt d'archives communales anciennes (seigneurie de Châtelet-Bouffioulx - dont les papiers de la confrérie des maîtres potiers - Pont-de-Loup et Châtelineau) et contemporaines (anciennes ville de Châtelet), un centre de recherches et de documentation doté d'une bibliothèque scientifique, d'une salle de lecture, d'une salle audiovisuelle avec matériel photographique, des collections d'objets à caractère historique et artistique.





Fig. 4

Douze groupes de travail appelés "cellules" ont été instaurés pour couvrir l'ensemble des activités du cercle. Deux cellules concernent particulièrement le sujet qui nous retient : l'une s'appelle Archéologie industrielle, l'autre : Centre de recherches et d'Etudes de la Poterie de Châtelet et Bouffioulx.

La première cellule mentionnée s'est donnée pour mission de collecter tous les documents relatifs à cette discipline : vieilles cartes postales et photos de charbonnages, usines métallurgiques, etc...; archives d'entreprises : SA. des carrières et fours à chaux d'Aisemont à Bouffioulx (cette carrière est aujourd'hui convertie en réserve naturelle).

Fait rarissime dans la région, une batterie de cinq chaufours dont trois en pierre et deux en béton sont protégés; SA. du charbonnage du Roton à Farciennes; SA. des moulins à vapeur La Royale à Châtelineau.

La deuxième cellule travaille comme la première tout en s'attachant à une activité industrielle et artistique spécifique à Châtelet et Bouffioulx : la poterie industrielle et artistique. Alors que les activités de Raeren, bien que limitées dans le temps (une cinquantaine d'années), ont fait l'objet d'études approfondies, les potiers locaux, actifs depuis la fin du Moyen Age à nos jours, sont aujourd'hui encore ignorés par la plupart des publications relatives à la poterie en Belgique. Qui plus est, la production locale, typiquement wallonne, est présentée dans de nombreux musées ou catalogues d'exposition comme étant "flamande". Pour cette mise en

valeur, un projet réalisé par le cercle, en collaboration avec le syndicat d'initiatives de Bouffioulx, propose à la Ville le rachat de la poterie Guérin, qui vient récemment de fermer ses portes. Un four de potier et de vastes halls d'expositions sont propices à la création d'un musée et d'un centre d'étude de la poterie réunissant des outils, des échantillons de la production locale, des archives d'entreprises (Guérin, Goret, Aubry), etc...

Cette cellule profite également des fouilles archéologiques réalisées sur le tracé du futur métro pour étoffer ses collections de produits potiers. L'action de ces deux cellules pour préserver les témoignages du passé industriel est complétée par un projet de longue haleine entrepris par le cercle : l'inventaire photographique du patrimoine monumental et des sites de l'entité, travail mené dans chaque arrondissement à l'échelon de la Wallonie, que nous aimerions approfondir dans l'entité.

Le Vieux Châtelet a également été approché par la direction du charbonnage du Roton, dernier charbonnage de Wallonie, pour sauver le site des puits des Aulniats et de Ste-Catherine à Farciennes. Un plan prévoyant l'établissement d'un musée et d'un centre d'histoire industrielle des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre, insérés dans un complexe récréatif, est à l'étude.

Pour plus de renseignements sur nos "activités industrielles", l'adresse du secrétaire : TOMASI Bernard, rue du Presbytère, 55, 6000 CHARLEROI - Tél. : 071/42.01.01

TOMASI Bernard  
Archiviste de la Ville  
de Châtelet

## **L'INTERPRETATION DES SOURCES ICONOGRAPHIQUES DE L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE - UNE ETUDE DE CAS**

La connaissance du patrimoine industriel ancien serait singulièrement appauvrie si l'abondance des sources iconographiques ne venait suppléer la carence relative des vestiges du passé. Ceci est particulièrement vrai des documents qui illustrent non pas seulement des monuments ou des outillages, mais les gestes des métiers ou les ambiances professionnelles d'antan, que les textes ne sauraient restituer qu'imparfaitement. Cependant, il convient de soumettre ces témoignages figurés à une soigneuse critique, car leur réalisation ne répondait pas nécessairement à un simple souci d'information objective. Les trois cas analysés ci-après se veulent exemplatifs et choisis dans un domaine particulier, celui de l'ancienne industrie armurière à domicile, mais il se trouve des centaines d'occurrences de ce type que l'on pourrait passer au crible de la même façon dans d'autres secteurs.

Le premier cas est celui d'une médaille, de belle facture, suscitée, comme tant d'oeuvres artistiques, par l'Exposition Universelle de Liège, de 1905. L'oeuvre est due à G. Devreese et exalte l'artisan armurier liégeois. Elle représente un atelier typique, encombré d'outils et de pièces, tels qu'il en existait beaucoup dans la Cité Ardente. L'établi est adossé à une large baie, qui s'ouvre d'ailleurs sur la vallée de la Meuse, afin que nul n'en ignore. Certains détails sont du meilleur réalisme, comme le porte-pipes, fréquemment accroché au mur des ateliers d'alors. L'activité évoquée est vague : monteur à bois, relimeur, marcheur ? Qu'importe d'ailleurs, car l'oeuvre se veut générale et symbolique. Ce qui est beaucoup plus insolite, par contre, c'est la présence féminine aux côtés de l'artisan. Car les femmes jouaient alors un rôle purement auxiliaire dans ce métier, notamment en transportant les pièces d'un atelier à l'autre. Jamais ou presque jamais, on ne les voyait oeuvrer à l'établi. L'artiste, et peut-être son commanditaire, aura sans doute voulu glorifier le couple au travail, selon une thématique chère à la Belle Epoque. Mais ce louable souci enlève à ladite médaille sa vraie valeur technique en commettant une entorse à la vérité que d'autres documents nous permettent heureusement de redresser.



Fig. 5

Le deuxième document est une carte postale-souvenir publiée à Liège en 1914. Elle représente, comme il se doit, une activité considérée alors comme la plus caractéristique de l'endroit : l'armurerie. Le dessin, signé Lejeune, met en scène des ouvriers à l'établi. Dehors, par une des croisées qui éclairent l'atelier, on aperçoit des soldats sortant, en rangs, d'une forteresse. L'attitude des artisans est bien campée et correspond à des gestes que l'on retrouve, aujourd'hui encore, dans ce métier. Mais que dire de l'outillage et des produits fabriqués ! Les outils déposés sur le banc de travail sont plus que rudimentaires. Passons... Quant aux fusils figurant à l'avant plan, il s'agit à n'en pas douter du Mauser 1889 adopté par l'Armée Belge. Or, cette arme réglementaire n'a jamais été fabriquée dans des ateliers à domicile, mais bien en usine, car leur élaboration demandait des moyens de production et de contrôle très élaborés. Les ouvriers sont-ils attachés à un arsenal et occupés à nettoyer ou réviser des armes d'ordonnance? Mais alors on remarque que l'atmosphère du lieu de travail n'a rien de militaire. Sans doute, l'artiste aura-t-il télescopé diverses visions qu'il avait de l'armurerie : le travail à domicile traditionnel, le fusil de guerre -dont on devait nécessairement parler en cette veille du premier conflit mondial- et des soldats en tant qu'utilisateurs du "produit". Mais la vérité n'y trouve pas son compte...



**L'INTÉRIEUR DE LA HUTTE DE L'ARMURIER DES ENVIRONS DE LIÈGE**  
 Hütte lezardees. Le père leigne 0,50 jour pour 12 heures de tra-  
 vail. Il travaille dans un atelier  
 La famille, composée de 10 pers., vit  
 dans une seule pièce qui sert d'atelier  
 de cuisine et de chambre à coucher.

**BINNENZICHT DER HUTT  
 VAN DEN WAPENMAKER  
 DEN OMSTREKEN VAN LIJK**  
 Bouwvallige hut. - De vader wint  
 0,50 daags voor 12 uren arbeid. Hij  
 werkt in een atelier  
 De familie, bestaande uit 10 personen,  
 woont in een enkele kamer die tot woon-  
 plaats, keuken en slaapkamer dient.

Fig. 6

Le dernier cas est contemporain puisqu'il s'agit d'une autre carte-postale, faisant partie d'une série publiée en 1914 à l'occasion de l'Exposition du Travail à Domicile, de Bruxelles. Cette manifestation fut l'occasion, pour les sociologues progressistes, d'exprimer leur désapprobation à l'égard des métiers -alors nombreux- qui se déroulaient en famille, dans des conditions qui ne répondaient pas toujours aux normes de salubrité voulues par les architectes industriels. De surcroît, ils se méfiaient de ces professions foncièrement individualistes où le syndicalisme n'avait guère de prise et où le Travail restait divisé et soumis aux volontés du Capital. Quoiqu'il en soit de ces polémiques idéologiques, les adversaires du travail parcellaire utilisèrent la carte-postale pour dénoncer des situations qu'ils réprouvaient. Toutes les cartes-postales de cette série ont une valeur documentaire indéniable car elles reproduisent des photos d'ateliers des divers spécialistes armuriers. Mais elles pèchent par leur partialité en ne montrant que les aspects les plus noirs, voire les plus marginaux du milieu socio-professionnel visé. Le document reproduit ici, et surtout le commentaire imprimé qui l'accompagne, dénonce ce qui, à nos yeux, devait être un cas-limite. La plupart des armuriers qualifiés travaillant chez eux gagnaient alors de l'ordre de cinq francs par jour, ce qui, pour ne point être mirobolant, dépassait quand même de loin les nonante centimes cités pour ce malheureux tâcheron.

Ces quelques notes sommaires ont pour seul but d'attirer l'attention sur le fait bien connu -mais parfois oublié- que tout document, si anodin soit-il, exige d'être soumis à la critique à la lumière du contexte dans lequel il a vu le jour. L'étude de l'archéologie industrielle n'échappe évidemment pas à cette règle.

Claude GAIER



Fig. 7

## NOUVELLES BREVES

### UN "LIVRE BLANC" DE L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE EN BELGIQUE

A l'occasion de son centenaire, la Société Royale Belge des Ingénieurs et des Industriels publie, avec la collaboration de PIWB et de VVIA, un "Livre Blanc" de l'archéologie industrielle en Belgique. Cette brochure, numéro spécial de la revue "Technologia", fait le point sur la méthodologie de cette discipline et sur les desiderata de ceux qui la pratiquent. Elle a notamment pour but d'inciter les pouvoirs publics à assumer plus efficacement leurs responsabilités en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine industriel national.

---

### ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE EN SUISSE

La revue "Suisse", publiée par l'Office National Suisse du Tourisme et les Chemins de Fer fédéraux consacre l'essentiel de son numéro de novembre 1985 à l'archéologie industrielle dans l'Oberland zurichois. C'est une documentation de choix (48 pages - 62 illustrations de qualité) sur une région dont le paysage reste marqué par l'importance ancienne de son industrie textile et de ses installations hydrauliques, sans oublier les logements sociaux et l'empreinte des chevaliers d'industrie. On trouve également dans ces pages des indications sur la mise en valeur touristique des lieux: chemin de fer à vapeur Hinwil-Bauma, navigation à vapeur sur le Greifensee, musée du textile dans la vallée de l'Aa, sentier didactique industriel balisé...

Prix du numéro : F.S. 5 (+ port).

S'adresser à SCHWEIZERISCHE VERKEHRSZENTRALE (SVZ) Bella-riastrasse 38, 8027 ZÜRICH.

---

### RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DE L'EUROPE EN MATIERE D'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE

A l'issue du Colloque "Quelles politiques pour le patrimoine industriel ?" qu'il organisait conjointement, à Lyon, avec d'autres organismes (22-25-X-1985), le Conseil de l'Europe a diffusé un projet de recommandations, signé Yves Lequin, que nous croyons utile de reproduire à l'intention de nos lecteurs :

A l'issue de ses travaux, le Colloque sur "Quelles politiques pour le patrimoine industriel ?" note tout d'abord l'élargissement incessant du champ tel qu'il ressort de l'intervention des représentants des différentes disciplines. Sur le thème, se rencontrent, sans renoncer à la spécificité de leurs interrogations, architectes, historiens, ethnologues, géographes, muséologues, archivistes, urbanistes et aussi, décideurs publics et privés; voilà qu'y arrivent les ingénieurs et les technocrates, etc...

Cet enrichissement du champ est fortement lié à l'échange d'expériences nationales demeurées assez diverses jusqu'à il y a une dizaine d'années. Il paraît donc nécessaire de recommander d'abord l'adoption de cette définition large de la discipline.

C'est de ce souci de fonder, au sens fort du terme, une discipline, que devrait s'inspirer la doctrine du Conseil et, bien sûr son action. L'examen des politiques nationales montre que si la législation classique traitant des sites et des monuments convient la plupart du temps à celle du patrimoine industriel, il n'en va pas de même des dispositions fiscales qui peuvent même inciter indirectement à la destruction. En ce domaine, et au coup par coup, le colloque souhaite que le Conseil de l'Europe attire l'attention des Etats sur ce point, de façon à figer sur le modèle de ce qui a été fait par la S.N.C.F. pour ses locomotives une structure permettant plus tard des choix raisonnés de sauvegarde. En un mot, il souhaite que soit gommée toute pratique incitative à la destruction. Plus positivement, il suggère que la pratique de plus en plus reconnue du mécénat d'entreprise privilégie la sauvegarde de leur propre patrimoine. Le colloque insiste plus particulièrement sur l'impérieuse nécessité de sauver les archives économiques, souvent liées au bâtiment lui-même et dont la destruction peut rendre inintelligible sa lecture. Il est conscient que bien des efforts sont faits en ce domaine; il n'en marque pas moins son inquiétude. C'est arriver à l'idée d'une nécessaire sensibilisation à la question pour une sorte de mobilisation de l'opinion européenne. Sur un champ qui, à travers la grande industrialisation des XIXe et XXe siècles a constitué le creuset peut-être primordial d'une identité commune. Il souhaiterait qu'elle prenne des formes multiples, de celles classiques de la publicité d'intérêt général (journées, timbres commémoratifs, etc...) commun à l'information sur certaines expériences de sauvetage ou de réhabilitation qui peuvent fort bien s'inscrire, comme cela a toujours été le cas dans la dynamique contemporaine des restructurations économiques ou urbanistiques. Il conviendrait enfin que cette action soit menée avec particulièrement de force auprès de certaines catégories de la population, celle des écoles bien sûr, mais aussi auprès de ce jeune troisième âge des préretraités qui touche de surcroît des acteurs et des témoins précieux d'un outillage en train de se transformer.

Une seconde série de recommandations s'inspire de préoccupations plus strictement scientifiques. Il apparaît en effet

souhaitable que s'élabore au niveau européen, une problématique sur ce qui constitue un des aspects essentiel d'une mémoire connue et surtout partagée. Si les premières enquêtes du Conseil de l'Europe montrent que les expériences nationales furent assez variées, il apparaît aussi que certaines formes ont déjà longtemps traversé les frontières et que c'est en commun qu'eut dû être établie l'étude scientifique de ce patrimoine : un bel exemple étant fourni par les cités minières qu'on retrouve contemporaines dans quatre ou cinq pays; mais on peut prendre aussi celui des ponts métalliques, des filatures et des moulinages de soie, etc... Deux recommandations en découlent : d'abord celle d'encourager la mise en place de chaires du patrimoine industriel autour desquelles se définirait un enseignement spécifique et se constituerait la discipline en particulier à Florence. Ensuite, celle d'envisager un inventaire général, léger, étendu, selon une typologie et une grille commune à l'ensemble de l'Europe. Ce serait aussi et d'abord, un inventaire des fragilités et des zones sensibles sur lesquelles on pourrait en priorité porter l'action ultérieure.

Enfin, ce repérage préalable, prélude par ailleurs à des opérations plus complètes sur des espaces plus récents et plus lourds d'une volonté de recherche fondamentale pourrait inciter à prendre en charge selon un partage qui n'est pas notre propos et à poursuivre certaines opérations limitées exemplaires, pourquoi un Abou Sinbel ou un Borobudure Industriel à l'image de ce qu'a fait l'UNESCO au niveau mondial, selon d'autres références. Les formes les plus récentes de l'industrialisation se caractérisent par leur gigantisme lequel exclut encore plus que pour les modèles les plus anciens la conservation de toutes ses manifestations. Il apparaît que c'est dans le seul cadre européen que peut être envisagée la conservation d'une raffinerie de pétrole et un barrage hydroélectrique, demain d'une centrale nucléaire; dans l'immédiat, combien y aura-t-il de trains de laminoir ou de chaînes de montage automobile en fonctionnement dans quelques années ? Alors qu'aujourd'hui même, on cherche par exemple à meubler l'usine restaurée de Longotto de Turin.

On le voit, il s'agit au moins autant de prévoir ce qu'on conservera demain que ce qu'il faut sauver d'hier. Par là, la politique du Patrimoine Industriel, même si elle peut parfaitement s'inscrire dans les termes de la convention pour la sauvegarde du patrimoine signé à Grenade en octobre dernier, doit prendre en compte cette vision perspective : plus qu'une autre archéologie, elle est une observation permanente du changement technologique et architectural. Il serait bon que au-delà des mutations économiques qu'on peut souhaiter mais qui risquent d'entraîner la débâcle d'une discipline trop liée à la nostalgie éphémère d'une identité, le Conseil de l'Europe joue tout son rôle dans la naissance d'une discipline nouvelle liée en fait au dynamisme même de l'industrialisation.

Yves LEQUIN



DEUX NOUVELLES PUBLICATIONS TRAITANT D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE

Une première exposition, patronnée par l'A.S.B.L. P.I.W.B. a remporté un vif succès. Elle regroupait trois chapitres : le Hainaut, terre d'industrie, quelques sociétés membres de PIWB et le chapitre sur l'industrie en Basse-Meuse liégeoise. Deux volumes ont été publiés à l'occasion. Le premier, fort de 136 pages traite d'histoire industrielle, d'abord de la Basse-Meuse (cadre naturel, voies de communication, cimenteries, charbonnages, meunerie, textile, zonings industriels, habitations ouvrières, liste des cités sociales) puis de la Communauté française (but et activités des membres de P.I.W.B. : la Société Archéo-Historique de Visé, le Musée Herstalien, les musées d'Armes et du Fer et du Charbon de Liège, le Trimbleu, le cercle Hutois des Sciences et des Beaux-Arts, la Fabrique Nationale Herstal, le Musée des Chemins de fer à Bruxelles, l'Université de Louvain-la-Neuve, les Papeteries de Genval, le Centre Hennuyer d'Histoire et d'Archéologie Industrielle, l'archéologie industrielle de la Sambre, la Compagnie du Canal du Centre, l'archéologie industrielle de Peruwelz et le Musée du Coticule à Salmchâteau. Il comporte de nombreux travaux inédits et des synthèses et est abondamment illustré. Il est vendu au prix de 300 frs, franco de port. Le second volume comprend 52 pages et reprend les supports de l'exposition avec les tout nouveaux panneaux du P.I.W.B. et les documents exposés sur la Basse-Meuse. Cette brochure est aussi abondamment illustrée. Elle coûte 100 frs.

Le volume I (300 frs.) et le volume II (100 frs.) peuvent être obtenus ensemble ou séparément en versant la somme au n° de compte bancaire de la Société Archéo-Historique de Visé : 340-0275872-42.

Le ou les volumes vous sera(ont) envoyés dès réception du virement.

Pour la Société Archéo-Historique de Visé,  
le Secrétaire,  
J-P. LENSEN

\*\*\*  
\*\*\*\*\*

## LEGENDES DES ILLUSTRATIONS

- Fig. 1 Roue métallique sur le Hoyoux à la Mostée-Landreycy (Huy). Cette roue de dessous est néanmoins à godets et est toujours entourée des installations : coursier, vantellerie, déversoir. L'endroit correspond à une zone d'ancienne industrialisation assez dense, principalement sidérurgique.
- Fig. 2 La région hutoise fit un usage séculaire de ses ruisseaux pour actionner de modestes roues à aubes ou à augets. Elle donna naissance à Zénobe GRAMME, un des pères de la dynamo industrielle, et elle héberge maintenant, en son parc électronucléaire de Tihange, une industrie de pointe, où des turbines modernes, lointaines héritières des anciens moulins, produisent l'électricité en abondance (les réacteurs sont de type PWR, c'est-à-dire des réacteurs à eau sous pression).
- Fig. 3 Carrière " Les Maquettes " à Villers-le-Gambon (vers 1930). La région de Philippeville connut au début du siècle une importante activité d'exploitation du marbre rouge (archives DIRETREIGNES).
- Fig. 4 Tour d'extraction du puits Ste-Catherine du charbonnage du Roton à Farciennes (photo Roger Lecut).
- Fig. 5 Médaille de G. Devreese pour l'Exposition Universelle de Liège, en 1905.
- Fig. 6 Carte publiée à l'occasion de l'Exposition du Travail à Domicile (Bruxelles, 1914).
- Fig. 7 Carte-souvenir (Liège, 1914). Dessin de Lejeune.

## SOMMAIRE

LES ACTIVITES DE NOS MEMBRES	pages
Claude-M. CHRISTOPHE, <i>L'archéologie industrielle dans la région de Huy.</i>	2
Jean-Jacques VAN MOL, <i>Le centre d'histoire et de technologie rurales.</i>	6
Bernard TOMASI, <i>L'action du Vieux Châtelet en matière d'histoire et d'archéologie industrielles dans la région de Charleroi</i>	8
Claude GAIER, <i>L'interprétation des sources iconographiques de l'archéologie industrielle - Une étude de cas.</i>	10
NOUVELLES BREVES	
- Un "Livre blanc" de l'archéologie industrielle en Belgique	14
- Archéologie industrielle en Suisse	14
- Recommandations du Conseil de l'Europe en matière d'archéologie industrielle	14
- Deux nouvelles publications traitant d'histoire et d'archéologie industrielle	17

---

### CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'A.S.B.L. PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE-BRUXELLES

Président : Claude GAIER  
Vice-président : Jacques LIEBIN  
Secrétaire : Jean-Pierre GAILLIEZ  
Trésorier : Claude-M. CHRISTOPHE

Membres : Jean C. BAUDET, André DAGANT, Ghislaine DE BIEVRE,  
Jean DEFER, Henri-Joseph DELREE, Jean-Pierre  
DUCASTELLE, Roger MOSSERAY, Jean-Pierre NANDRIN,  
Bernard TOMASI, Jean-Jacques VAN MOL.

COTISATIONS ANNUELLES

Membres effectifs : FB 300

Membres adhérents : FB 200

Membres adhérents protecteurs : FB 3000

A verser au compte 068-2019930-29 de  
l'A.S.B.L. Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles,  
8, quai de Maestricht, 4000 Liège.

---

Nous n'assumons aucune responsabilité en ce qui  
concerne les opinions émises et les illustra-  
tions utilisées par les auteurs.

---

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles.  
Association sans but lucratif - Siège social:  
Musée d'Armes, quai de Maestricht, 8, B-4000  
LIEGE (Belgique) - Tél. 041/23.31.78 ou  
23.15.62

---

Editeur responsable : Claude GAIER  
Musée d'Armes  
8, quai de Maestricht  
B-4000 LIEGE.